

## Chapitre 5

# Améliorer la qualité de la vie des populations africaines

La cinquième grande priorité (High 5) de la Banque « Améliorer la qualité de vie des populations africaines » est au cœur de notre travail. La Banque part du principe que, dans tous les pays du continent, la population doit pouvoir travailler et gagner un revenu. Elle doit pouvoir acquérir les compétences dont elle a besoin pour trouver un emploi ou créer une entreprise. Elle doit aussi pouvoir bénéficier de services sociaux de qualité, de services de santé scolaires, ainsi que de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et vivre dans un environnement sûr et durable.

Ce chapitre montre que la croissance économique de l'Afrique ne s'est pas encore traduite en progrès dans la réduction de la pauvreté : 41 % des Africains vivent encore sous le seuil de pauvreté et les inégalités empirent. La clef du développement industriel sera d'améliorer les compétences des jeunes Africains. La scolarisation augmente régulièrement mais les opportunités de formation professionnelle restent limitées et le chômage des jeunes est élevé. Ainsi, la Banque investit dans la création de nombreux emplois, particulièrement pour les jeunes et les femmes. La Banque travaille également avec les gouvernements pour surmonter les lacunes de capacités dans les sciences et les technologies : en 2017, nous avons apporté une formation professionnelle à 395 000 personnes.

### Doter la jeunesse africaine des compétences nécessaires

Les taux de croissance économique de l'Afrique entre 2000 et 2012 ont été supérieurs à ceux du reste du monde et ils sont restés soutenus, à 3,3 %, au cours des cinq dernières années, malgré la faiblesse des cours des produits de base. Pourtant, des millions d'Africains vivent toujours dans une pauvreté extrême : 41 % de la population africaine ● vivent sous le seuil de pauvreté, souffrant de la faim et de la malnutrition, et se heurtant à des obstacles qui les empêchent de participer pleinement à la vie économique, sociale et

41 % de la population africaine vivent sous le seuil de pauvreté

politique. ● L'inégalité des revenus reste également élevée, avec un indice de Gini de 42 (sur une échelle de 0 à 100). Les raisons de l'inégalité des revenus en Afrique sont complexes comme l'explique le rapport *Tendances des inégalités de revenus en Afrique subsaharienne* publié par le Programme des Nations Unies pour le développement ; elles découlent : d'une structure économique très dualiste, où des salariés à revenu élevé font travailler les minorités, comme dans les entreprises multinationales et le secteur extractif, alors que la majorité des travailleurs obtiennent un emploi peu

rémunéré dans le secteur informel ou de subsistance ; d'une forte concentration de capital physique, de capital humain et de terres,

Figure 16 Un progrès mitigé dans les pays les plus proches du plein emploi des jeunes

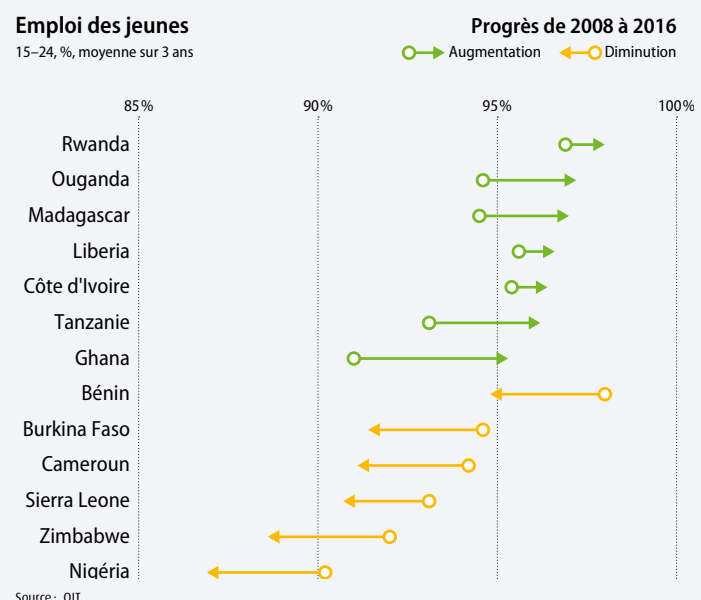


Tableau 5 Indicateurs de la priorité Améliorer la qualité de vie en Afrique (Niveau 1 et Niveau 2)

INDICATEUR	ENSEMBLE DES PAYS AFRICAINS				PAYS FAD	
	Référence 2015	Derniers chiffres 2017	Cible		Référence 2015	Derniers chiffres 2017
2017			2025			
<b>INDICATEURS DE LA PRIORITÉ AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE EN AFRIQUE— LES PROGRÈS EN AFRIQUE (NIVEAU 1)</b>						
● Population vivant en dessous du seuil de pauvreté (%)	42	41	40	32	44,94	43,82
● Inégalités de revenus (Indice de Gini)	41	42	40	38	41,29	42,04
● Taux de chômage des jeunes (%)	14	13	13	11	10,3	10,2
● — dont les jeunes filles	16,5	15	15,8	13,0	12,2	11,7
● Taux de chômage (%)	8,9	7	8	7	6,3	6,3
● — dont les femmes	9,8	9,4	9,4	8,0	7,9	7,3
● Scolarisation dans l'enseignement technique/professionnel (%)	11	11	11,2	12	7,7	11,4
● — dont les femmes	9	9	9	10	6,8	8,9
● Scolarisation (%)	62	63	63	68	58,8	59,6
● — dont les femmes	59,2	61	60,3	65	55,9	56,3
● Accès à des services d'eau potable sagement gérés (% de la population)	72	72	74	83	64,0	65,7
● Accès à des équipements sanitaires sagement gérés (% de la population)	39	40	40	43	25,3	25,9
<b>INDICATEURS DE LA PRIORITÉ AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE EN AFRIQUE— LES CONTRIBUTIONS DE LA BAD (NIVEAU 2)</b>						
	Référence 2015	Derniers chiffres 2017	Cible		Référence 2015	Derniers chiffres 2017
			2017	2025		
● Emplois directs créés <sup>1</sup> (millions)	1	1,5	1,06	10,6	0,9	1,4
● — dont pour les femmes	0,6	0,7	0,53	5,3	0,3	0,7
● Emplois indirects et induits créés <sup>2*</sup> (millions)	..	..	0,82	8,2	..	..
● — dont pour les femmes	..	..	0,41	4,1	..	..
● Personnes formées par les opérations de la Banque (thousands)	290	395	900	9000	290	387
● — dont les femmes	118,9	198	450	4500	79,6	193
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès à l'éducation (millions)	0,38	0,5	0,38	3,8	0,38	0,4
● — dont les femmes	0,24	0,3	0,19	1,9	0,24	0,2
● Personnes disposant d'un accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement (millions)	2,03	8,3	3,6	36,2	1,23	7,5
● — dont les femmes	1,01	4,0	1,8	18	0,6	3,6

● Atteint 95 % ou plus de la cible de 2017 ● Atteint moins de 95 % de la cible de 2017 mais supérieur à la valeur de référence ● Atteint moins que la valeur de référence  
 ● Les données ne sont pas disponibles pour mesurer les progrès

1 La méthodologie de mesure est en cours d'examen.

en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe; en outre, la capacité de distribution limitée des États contribue à la persistance des inégalités de revenus.

“ Alors que la population africaine augmente, le taux de chômage des jeunes est de 13 %

Alors que la population africaine augmente, le ● **taux de chômage des jeunes** est de 13 %, soit près du double de celui de la population générale. En outre, de nombreux jeunes sont sous-employés ou occupent des emplois précaires ou occasionnels et le taux de chômage est de 15 % ● **chez les jeunes femmes** qui se heurtent souvent à des obstacles encore plus importants pour accéder aux possibilités d'emploi. Parmi les 13 pays africains où les jeunes sont les plus proches du plein-emploi, les progrès réalisés au cours de la dernière décennie ont été mitigés (voir Figure 16). Alors que

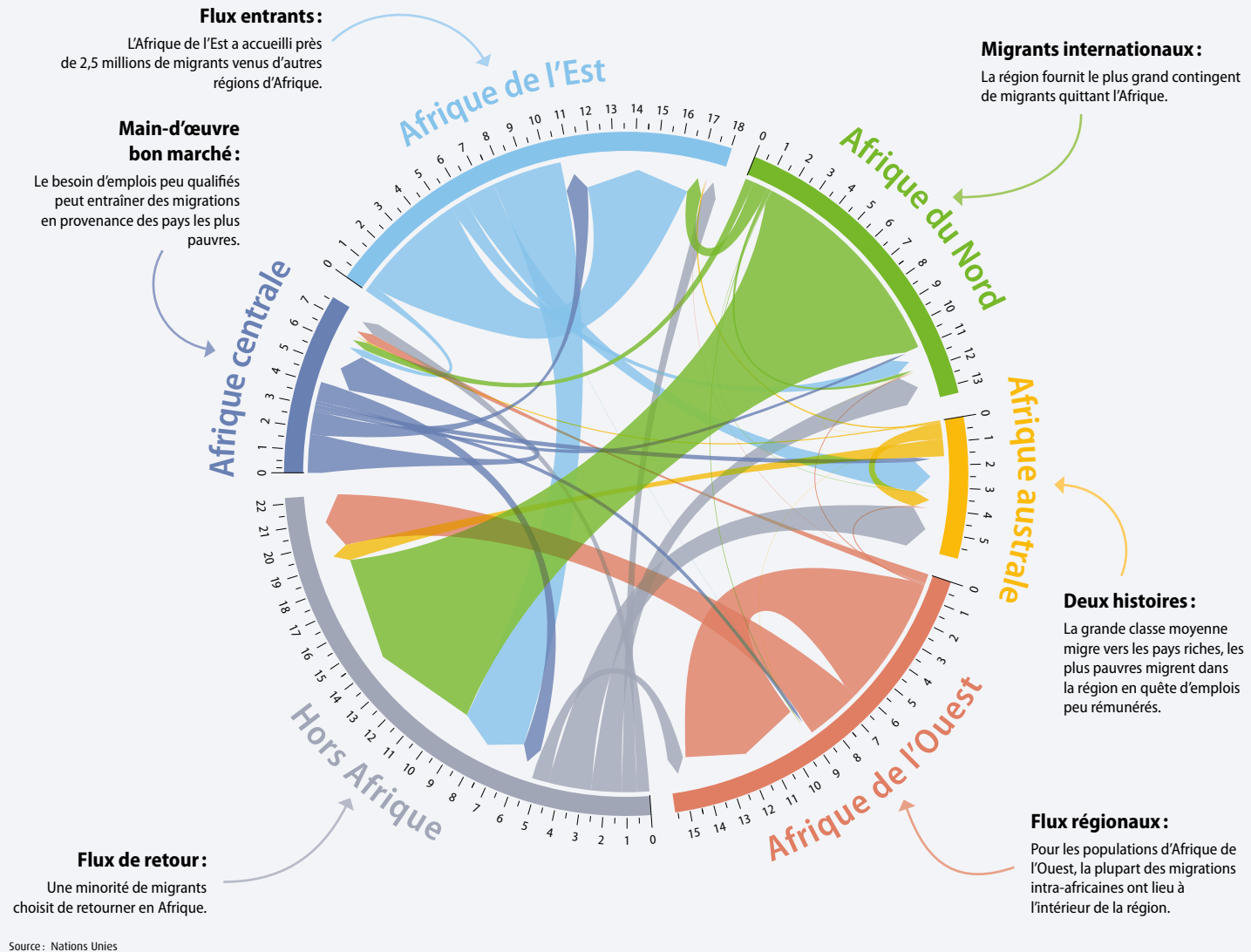
l'Ouganda et le Rwanda ont fait de grands progrès, dans d'autres pays, comme le Zimbabwe et le Nigéria, la situation de l'emploi des jeunes s'est considérablement détériorée.

“ L'éducation, la formation et l'accès au capital créent des opportunités productives en matière d'emploi et d'entrepreneuriat

Chaque année, 10 à 12 millions de jeunes quittent le système scolaire et rejoignent le marché du travail. Avec de bonnes politiques et de bons investissements, ces jeunes peuvent constituer une ressource majeure pour les investisseurs étrangers et nationaux et pour le développement économique. L'éducation, la formation et l'accès au capital peuvent créer des opportunités productives en matière d'emploi et d'entrepreneuriat et contribuer à la transformation économique de l'Afrique.

Figure 17 Vers où émigrent les Africains

Ce graphique montre l'importance relative des flux estimés entre les régions africaines, et entre l'Afrique et le reste du monde en 2017. Les segments du cercle représentent les origines des migrants et leurs destinations sous forme de flèches. L'importance estimée du flux est indiquée par la largeur du lien par région et peut être lue à l'aide des indications (en millions) figurant à l'extérieur du cercle.



Toutefois, pour ce faire, les jeunes doivent être beaucoup plus nombreux à acquérir les compétences techniques et professionnelles requises par le marché du travail. Dans l'ensemble, 63% des enfants (et 61% des filles) sont **actuellement scolarisés**. Seulement 11% des jeunes sont inscrits dans des **formations techniques/professionnelles**, et le chiffre tombe à 9% s'agissant des **jeunes femmes**. L'Angola est le pays qui a la plus forte proportion de jeunes en formation technique et professionnelle; le Lesotho est celui qui a augmenté le plus les inscriptions dans cette filière et la Sierra Leone celui qui a réalisé le plus de progrès dans l'inscription des jeunes femmes.

À l'avenir, les compétences en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques seront de plus en plus nécessaires pour que l'Afrique puisse jouer un rôle de premier plan dans la quatrième révolution

industrielle. Les jeunes doivent porter l'innovation et acquérir des compétences dans les nouvelles technologies numériques et les technologies avancées nécessaires au développement industriel. Actuellement, à l'université, moins d'un tiers des étudiants optent pour des matières scientifiques et technologiques, et le nombre de femmes dans les disciplines scientifiques est faible.

Depuis 2000, l'Afrique a enregistré un glissement des d'emplois agricoles à faible productivité vers le secteur des services. Cette tendance reflète le développement des services associés à l'urbanisation rapide du continent. On observe également une augmentation des emplois dans le secteur manufacturier, mais seule une industrialisation à grande échelle pourrait créer des emplois à un rythme plus élevé.

L'accès aux services est une composante essentielle de l'amélioration de la qualité de la vie. Pour les femmes, il convient aussi de les libérer du temps consacré aux tâches ménagères comme la collecte de l'eau ou du combustible et les soins aux enfants. De meilleurs services de santé, d'éducation, d'eau et d'assainissement sont essentiels pour avoir une population en bonne santé, bien nourrie et instruite, équipée pour tirer parti des opportunités d'emploi et d'affaires. Beaucoup reste à faire pour atteindre cet idéal, puisque seuls 72 % de la population ont ● accès à des services d'eau potable sainement gérés et 40 % à peine ont ● accès à l'assainissement.

### Migrations

Le flux de réfugiés et de migrants irréguliers en provenance de diverses régions d'Afrique a provoqué une crise humanitaire en Méditerranée. Cependant, la plupart des migrations se font à l'intérieur du continent, notamment vers les pays voisins ou à l'intérieur des sous-régions (voir Figure 17). Dans les lieux où les migrants peuvent

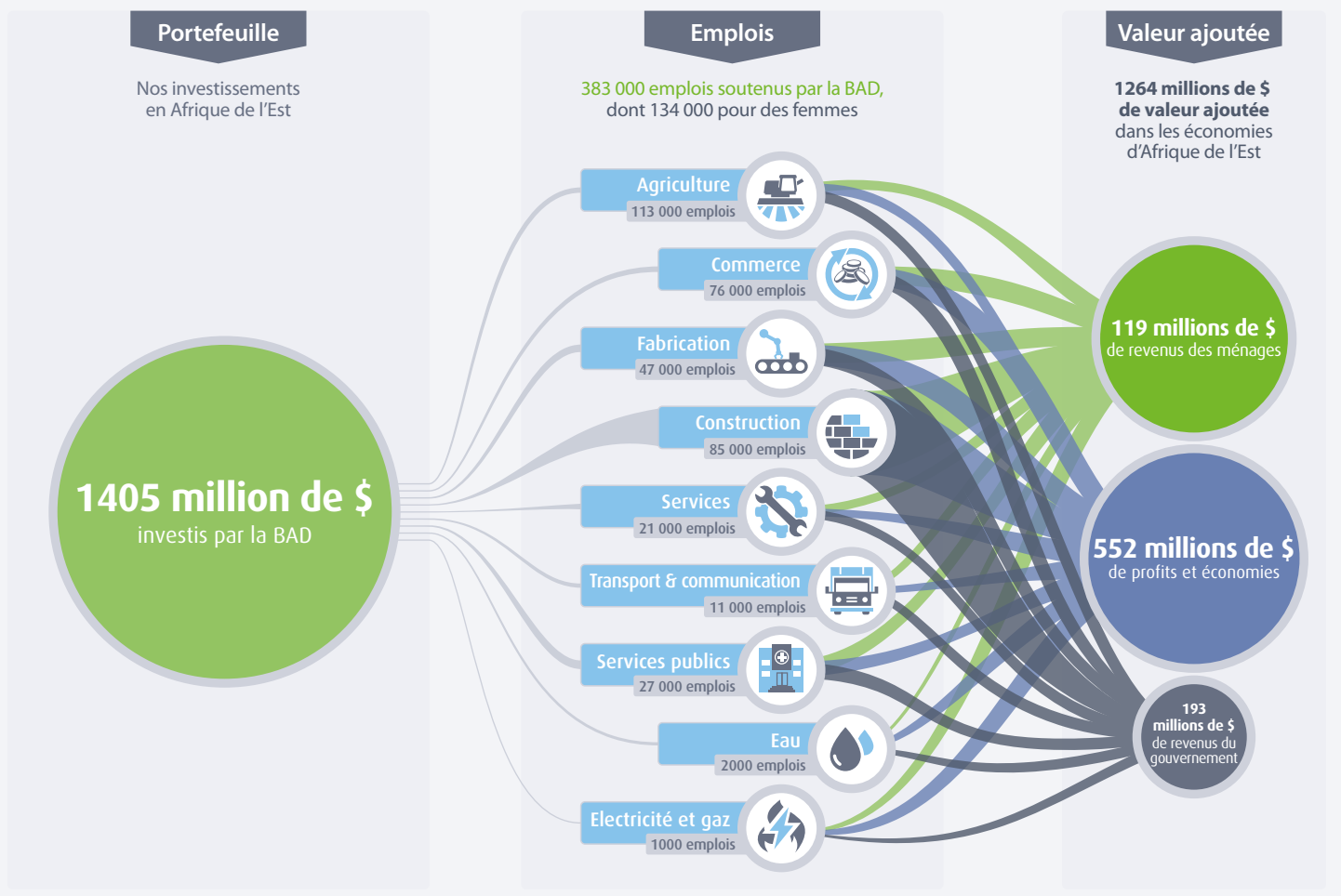
trouver du travail, ils contribuent à l'économie. En Côte d'Ivoire, par exemple, pays à revenu intermédiaire inférieur, les immigrés (plus de 2 millions de personnes) représentent 9,6 % de la population et contribuent pour 19 % à la croissance économique du pays.

*De nombreux jeunes émigrent pour échapper à des conflits et aussi plus simplement pour chercher un emploi*

Si les conflits et les situations de fragilité sont une cause majeure de migration, de nombreux jeunes émigrent tout simplement pour chercher un emploi et subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille, souvent par le biais de transferts de fonds. Il est indispensable de faciliter la création d'emplois et d'entreprises pour aider les personnes à avoir un revenu et à pourvoir aux besoins de leur famille dans leur pays.

Figure 18 Nos investissements créent des emplois et la valeur ajoutée en Afrique de l'Est

**Mesurer l'impact sur le développement :** Pour mieux mesurer son impact sur le développement, la Banque a mis en place l'approche de l'impact sur le développement—une méthode innovante pour évaluer dans quelle mesure les ressources investies ont des effets sur la croissance économique et la création d'emplois. L'évaluation pilote, qui portait sur notre portefeuille en Afrique de l'Est et couvrait des opérations clôturées entre 2013 et 2015, montre l'effet d'entraînement à travers les économies sur les ménages, les entreprises et les impôts.



Une solution clé à l'émigration irrégulière consiste à créer des opportunités de travail pour une migration intra-africaine sûre et régulière. Les grandes villes du continent attirent déjà des jeunes en quête d'opportunités. La création d'emplois dans ces villes ainsi que l'importance accordée au développement des compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat constituent la meilleure stratégie à long terme pour lutter contre les migrations irrégulières.



*Pour mieux évaluer notre impact sur le développement, nous pilotons un nouveau système de mesure sur notre portefeuille en Afrique de l'Est*

### Comment la Banque contribue à changer la vie des populations

Le portefeuille de projets de la Banque aide les économies africaines à promouvoir le développement économique et social. Nombre de nos projets contribuent à créer de nouvelles possibilités d'emploi. En 2017, nous avons dépassé nos objectifs en créant 1,5 million ● **d'emplois directs**, dont 0,7 million ● **pour les femmes**. Nous révisons notre approche de la mesure des emplois pour mieux évaluer notre contribution au soutien des emplois.

De nouveaux emplois sont également ● **créés indirectement ou de façon induite** à partir de nos opérations. Pour évaluer notre impact sur le développement au sens large, nous pilotons un système de mesure de l'impact sur le développement dans notre portefeuille en Afrique de l'Est (Figure 19). Les premiers résultats montrent que nos projets présentent des avantages économiques plus larges que leurs effets directs grâce à des mécanismes indirects comme la création et le renforcement des chaînes d'approvisionnement et la stimulation de la demande. Le pilote a montré que 39 de nos investissements en Afrique de l'Est ont contribué à la création de 383 000 emplois et apporté 1,2 milliard de dollars aux économies d'Afrique de l'Est.

En 2017, nos projets ont permis à un demi-million de personnes de ● **bénéficier d'un meilleur accès à l'éducation**, dont 300 000 ● **femmes**. Nous avons également apporté un soutien à la formation technique et professionnelle dans toute l'Afrique: 395 000 personnes ont été ● **formées dans le cadre d'opérations de la Banque**. Ces chiffres sont inférieurs à nos objectifs et, conformément à notre stratégie, nous intensifions nos efforts pour préparer les jeunes à travailler et à gérer des entreprises.

Au Lesotho, soucieux d'améliorer la qualité de l'éducation et de la formation, nous avons formé des enseignants du secondaire et des instructeurs de formation technique et professionnelle. Les participants aux formations entrepreneuriales et techniques ont joué localement le rôle de modèles et ont encouragé d'autres jeunes à rejoindre le programme. Au Rwanda, nous avons aidé des entrepreneurs à créer leur entreprise (Encadré 15).

### Encadré 15 Équiper les jeunes pour le travail et l'entreprise au Rwanda

La Banque a fourni un appui à de nombreux jeunes Rwandais, en les formant et en les préparant au travail, y compris dans le domaine de la création d'entreprises. La phase III du programme Compétences, employabilité et entrepreneuriat a contribué à la mise en œuvre de la politique gouvernementale visant à former les jeunes et à leur offrir des emplois, à promouvoir la croissance économique et à réduire la pauvreté. Le programme mettait l'accent sur la formation et le placement professionnel des jeunes femmes, partant du principe qu'en Afrique, les femmes sont deux fois plus susceptibles de créer une entreprise qu'ailleurs.

Une campagne de sensibilisation du public à l'importance de l'éducation et de la formation techniques et professionnelles a attiré de nombreux jeunes intéressés par la création d'entreprises. Le pourcentage de jeunes qui sortent du secondaire pour s'inscrire à une formation est passé de 42 % à 56 % en 2017 (42 % à 46 % pour les jeunes filles). Le nombre de diplômés a atteint le chiffre de 116 000, supérieur de plus d'un cinquième à l'objectif.

Les politiques d'apprentissage en milieu de travail ont encouragé l'industrie à embaucher des stagiaires, constituant ainsi l'une des clefs de ce succès: 13 600 entreprises ont accueilli des stagiaires et 17 200 entreprises ont été créées. Les formations ont porté sur des secteurs assez peu qualifiés comme le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration, mais aussi sur des secteurs plus productifs, comme l'industrie manufacturière, les services marchands et l'agro-industrie.

Au Nigéria, nous avons soutenu la formation et l'enseignement professionnel. Nous avons amélioré les cursus, formé des formateurs pour différents métiers et modernisé les centres de formation dans des villes de Uyo, Ikare et Yaba, entre autres. Au Zimbabwe, notre projet a mis l'accent sur le renforcement des capacités des jeunes dans 42 centres de formation professionnelle. Des milliers de jeunes ont ainsi pu améliorer leurs compétences techniques et entrepreneuriales.

Nous avons cherché à augmenter les capacités scientifiques et technologiques de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne en finançant le Réseau des institutions africaines de science et de technologie. Notre soutien, qui a surtout porté sur la région de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, a contribué à renforcer la recherche et à améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation scientifique et technologique.

Nous avons également un portefeuille de projets visant à améliorer l'accès aux services. Nous avons financé des projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans des centres urbains et ruraux. Globalement, grâce au grand nombre d'opérations bien gérées menées dans ce secteur en 2017, nous avons dépassé nos objectifs et permis à 8,3 millions de personnes d'avoir un ● **accès nouveau ou amélioré à l'eau et à l'assainissement**.





### Encadré 16 Protéger les citoyens pauvres de Yaoundé contre les inondations

L'appui de la Banque au secteur de l'eau et de l'assainissement a contribué à l'amélioration des indicateurs sociaux de base du Cameroun. Un programme phare de la Banque, le Projet d'assainissement de Yaoundé, a permis d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant à proximité d'un cours d'eau en réduisant le nombre d'inondations (de 15 en 2006 à 3 en 2011). L'opération a réduit de moitié la prévalence des maladies d'origine hydrique, du paludisme et de la fièvre typhoïde. Elle a également contribué à renforcer la résilience des bénéficiaires, notamment au sein des groupes de femmes. Une deuxième phase est en cours avec la construction de 17,5 km supplémentaires de canaux de drainage pour améliorer durablement l'assainissement dans la capitale.

« Quand il pleuvait et que nos enfants étaient à l'école, nous avions peur que la montée de l'eau ne les empêche de rentrer à la maison. Aujourd'hui, notre quartier est sûr. L'eau de pluie est drainée vers le canal et ne stagne plus dans nos rues. Nous pouvons même nous déplacer pendant la pluie, alors qu'avant nous étions bloqués. » Nathalie Kenmogne, présidente de l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement.

Au Burkina Faso, nous avons équipé quatre régions rurales d'un accès à l'eau potable et de services d'assainissement. Dans les zones rurales du Mozambique, nous avons livré 646 nouveaux points d'eau et 99 206 latrines. Au Sénégal, nous avons répondu aux besoins en eau et en assainissement d'environ 800 000 personnes, en construisant ou en réhabilitant 93 points d'eau. En Tanzanie, nous avons fourni un accès à l'eau à 7,1 millions de personnes.

Nous veillons à ce que nos projets prennent en compte la sensibilisation à l'hygiène. Au Kenya, nous avons renforcé les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les petites villes, ce qui a réduit l'incidence des maladies d'origine hydrique de 50 % et le taux de mortalité maternelle de 47 %. Au Mozambique, nous avons fourni des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à plusieurs villes de province, y compris dans des écoles et des centres de santé.

Nous avons également soutenu un projet au Bénin qui visait à renforcer les systèmes de santé du pays et à promouvoir les services destinés à la mère et à l'enfant. Le projet comprenait des programmes d'assurance couvrant 44 000 personnes, un programme complet de formation sur la santé maternelle et infantile, la fourniture de moustiquaires imprégnées et une formation aux bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement. Nos projets dans les villes ont un effet transformationnel, comme à Yaoundé (Encadré 16).

## Étapes pour stimuler l'entrepreneuriat et l'emploi avec des initiatives

### Initiatives et projets récents pour soutenir l'emploi des jeunes en Afrique

Dans le cadre de la stratégie de la Banque Des emplois pour les jeunes en Afrique, nous avons des plans ambitieux pour développer la création d'emplois et l'esprit d'entreprise. Outre les nouveaux programmes majeurs mis en place pour appliquer la stratégie, nous ciblons la création d'emplois dans l'ensemble de notre portefeuille.

L'an dernier, nous avons approuvé le Fonds fiduciaire multidonateur pour l'innovation et l'esprit d'entreprise des jeunes afin de catalyser des fonds pour notre stratégie Des emplois pour les jeunes en Afrique. Le Fonds soutiendra un laboratoire d'innovation pour les jeunes, favorisera le développement des entreprises et encouragera une culture de l'entrepreneuriat sur l'ensemble du continent. Nous avons également approuvé un programme de développement des compétences et des affaires au Rwanda, et un projet de renforcement des compétences techniques et technologiques en Tunisie.



*Nous ciblons la création d'emplois dans l'ensemble de notre portefeuille*

En collaboration avec la Fondation Rockefeller, Microsoft et Facebook, nous soutenons les technologies et l'innovation en lançant 20 centres d'excellence en innovation numérique au Nigéria, au Rwanda, au Kenya, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, l'objectif étant de créer 120 centres d'innovation d'ici 2025 pour la prochaine génération de jeunes technophiles.

En outre, la Banque a organisé et commandé des articles pour le 3<sup>e</sup> Forum africain sur la science, la technologie et l'innovation, qui mettait l'accent sur la compétitivité du secteur privé et la transformation économique en Afrique. L'emploi des jeunes en appui à l'industrialisation fera l'objet d'une publication élaborée conjointement avec les Nations Unies.

### Initiatives et projets du secteur social

Nous continuons de soutenir des initiatives et des projets visant à améliorer la nutrition et la qualité des services sociaux. En ce qui concerne la nutrition, nous cherchons à renforcer la résilience liée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, grâce à des approches innovantes de mise en œuvre de groupes mère-à-mère et de jardins familiaux. Nous avons également publié une *Synthèse des avantages*



### Ce qui a bien fonctionné

#### **Adoption d'une approche sectorielle pour la réalisation des projets**

Les approches sectorielles dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement permettent d'exécuter les projets, de livrer les produits en temps voulu et d'avoir un impact sur le développement. En Tanzanie, l'approche sectorielle a permis au gouvernement et aux partenaires internationaux au développement de financer le secteur et de réduire les coûts parallèles de conception et de suivi des projets. La Banque envisage d'utiliser des approches sectorielles dans les futurs programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

#### **Aligner le projet sur les priorités du pays**

Un projet qui va dans le sens des priorités du gouvernement donne de meilleurs résultats. Au Lesotho, l'appui de la Banque aux priorités stratégiques visant à améliorer l'accès à un enseignement et à une formation de qualité à tous les niveaux (y compris technique et professionnel) a permis une mise en œuvre efficace des projets. La Banque doit s'efforcer d'aligner son soutien sur les priorités du client.

*des approches multisectorielles pour une meilleure nutrition, afin de mettre en évidence les interventions qui, de l'avis des chercheurs et des praticiens, sont les plus efficaces pour réduire la malnutrition.*

En ce qui concerne les services de santé, nous avons collaboré avec d'autres organismes à la publication d'un Cadre d'action pour la promotion des soins de santé universels en Afrique, et nous avons entrepris des évaluations des besoins en la matière. Sur la base des résultats existants en matière de conséquences sanitaires du changement climatique et des incidences du phénomène sur les politiques et réglementations en Afrique subsaharienne, nous avons élaboré une analyse distincte, prenant en compte des études de cas à Djibouti, au Malawi, au Nigéria et au Rwanda.

Nous avons mené l'étude de faisabilité d'un nouveau Fonds africain pour l'éducation qui s'attachera à améliorer la qualité de l'éducation et la capacité à innover sur l'ensemble du continent. La Banque a approuvé un projet visant à améliorer la qualité de l'éducation et



### Ce qui a moins bien fonctionné

#### **Atteindre l'impact recherché en collaborant avec les municipalités**

Un soutien insuffisant de la part des municipalités retarde les décisions et, partant, réduit l'impact du projet. En République du Congo, les municipalités bénéficiaires auraient pu trouver des solutions plus rapides aux problèmes—par exemple, la nécessité d'aménager des routes d'accès vers les stations d'épuration—et auraient contribué à la mise en œuvre du projet. Pour ce type de projet, la Banque doit veiller à ce que les unités de mise en œuvre collaborent directement avec les municipalités.

#### **Fournir un soutien continu aux petites entreprises**

Les petites entreprises nouvelles ont besoin d'un soutien technique continu pour survivre et se développer. Concernant le programme rwandais Compétences, employabilité et entrepreneuriat, qui visait à soutenir les petites entreprises, leur fournir des capitaux et des outils de démarrage n'était pas suffisant. La Banque doit veiller à assurer un appui technique continu et contrôler la survie et la croissance de ces petites entreprises, et notamment le nombre d'emplois créés.

de la formation en Namibie, et un autre projet visant à renforcer l'enseignement en science et technologie en Tunisie.

Dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, nous avons approuvé des projets d'investissement dans l'assainissement à Bamako, au Mali, dans une station d'épuration des eaux usées à Abu Rawash, en Égypte, et dans un projet d'assainissement et d'amélioration des moyens d'existence dans la région du Grand Accra, au Ghana.

Nous intensifions nos actions visant à préparer les jeunes Africains au marché du travail, à créer des opportunités d'emploi et favoriser l'esprit d'entreprise. Notre stratégie Emploi pour les jeunes en Afrique est le cadre sur lequel nous nous appuyons pour aider les pays africains à apporter des solutions pratiques et à fort impact par l'éducation, la formation et la création d'emplois. Permettre à des millions de jeunes de trouver un emploi sera l'un des moteurs de la transformation économique de l'Afrique, et favorisera une croissance économique soutenue et en réduisant la pauvreté. ■